

p.B.15.21.Ro(2)-CX/sw

Berne, le 6 juillet 1978

CONFIDENTIELNotice sur la réunion de travail du 23 juin 1978Principaux participants:Délégation roumaine:

Le Ministre des AE, M. Stefan ANDREI;
l'Ambassadeur à Berne, M. Dan ENACHESCU;
M. Romulus NEAGU, Directeur de la Direction II.

Délégation suisse:

Le Chef du DPF, M. Pierre AUBERT;
les Ambassadeurs THEVENAZ, SOMMARUGA, BRUNNER.

Au cours de cette séance furent évoqués des problèmes bilatéraux: facilités d'octroi de visa aux diplomates et hommes d'affaires, éventuel accord avec l'Office de la Science et de la Recherche, les cas d'autorisations de mariages mixtes et de réunion de famille (l'Ambassade de Suisse reprendra ce problème particulièrement délicat avec la Roumanie, quoique dernièrement il y ait eu une certaine amélioration).

Les relations économiques bilatérales font l'objet d'une notice annexée de la Division du Commerce.

Outre les problèmes bilatéraux cités ci-dessus, c'est le Moyen-Orient qui a retenu l'attention.

M. Andrei expose la position roumaine. Une paix juste et durable ne peut être atteinte qu'avec la participation de toutes les parties au conflit. Il ne peut y avoir un règlement durable sans solution du problème du peuple palestinien.

Il faut trouver une solution par la voie politique. C'est dans cet esprit que la Roumanie a encouragé l'initiative de Sadate, qui a en tout cas eu une grande importance pour clarifier les positions en présence.

La Roumanie entretient de bons rapports avec Israël, et est le seul pays socialiste à n'avoir pas rompu les relations diplomatiques. Il est dans l'intérêt d'Israël de faire des pas concrets à la rencontre de Sadate.

Sadate a besoin d'une déclaration israélienne de principe concernant le retrait de territoires occupés et la solution du problème palestinien, quoiqu'il soit conscient de la nécessité que les Palestiniens, eux-mêmes, négocient.

L'autonomie administrative de la rive occidentale n'est pas un véritable pas en avant.

Les positions extrémistes israéliennes encouragent les extrémistes arabes, et créent des difficultés à l'intérieur d'Israël et à l'extérieur, en créant des pressions sur Sadate visant à des préparatifs de guerre.

Il est du devoir de Begin d'avancer et de renoncer à des positions rigides, qui bloquent les négociations.

Une déclaration de principe israélo-égyptienne pourrait ouvrir la voie à la convocation, à Genève ou dans une autre ville, d'une réunion entre l'Egypte, Israël, la Syrie, les Palestiniens, la Jordanie, l'URSS et les USA, sous les auspices de l'ONU, où les quatre parties impliquées au conflit pourraient discuter de problèmes concrets, comme celui des frontières.

Il faudrait arriver à des mesures positives afin d'éviter l'échec de Sadate, dont la visite a permis de clarifier les positions, notamment celle de Begin, quant à son désir ou non d'avancer sur la voie du dialogue et de l'entente.

M. Aubert partage l'opinion de M. Andrei, et déclare que la Suisse est prête à mettre à disposition son territoire pour l'ouverture de discussions utiles entre les intéressés, y compris avec l'URSS et les USA, si cela ne complique pas le dialogue.

Sadate se trouve dans une impasse parce que Begin n'a pas fait ce qu'il aurait pu faire. Le gouvernement de Begin n'est probablement plus pour très longtemps; des Sabras remplaceront les anciens nostalgiques et leurs raisons religieuses ou idéologiques, en faveur d'un Grand-Israël.

Que se passe-t-il du côté palestinien? Il semble que la cote d'Arafat baisse. Un départ d'Arafat au profit d'un Habache serait regrettable.

M. Aubert reconnaît le courage de la Roumanie d'avoir maintenu ses relations diplomatiques avec Israël, ce qui lui permet d'exercer une position importante vers la réalisation de la paix au Proche-Orient.

La Suisse aussi a une vocation de paix et est intéressée par les initiatives que la Roumanie pourrait prendre afin d'arriver à des résultats.

M. Andrei ne partage pas le pessimisme exprimé à l'égard de l'administration Begin. Begin est prêt à arriver à une paix juste et durable, il n'a pas fait moins d'efforts que les autres gouvernements israéliens. Il n'est pas l'objet de tellement de critiques de la part de l'opposition, qui l'accuserait plutôt de trop céder. Il lui reste donc une certaine marge de manoeuvres.

Concernant les Palestiniens, la Roumanie n'a considéré qu'un interlocuteur, l'OLP, vue sa reconnaissance par un grand nombre d'Etats et par l'ONU. Arafat est un modéré qui désire arriver à une solution. Les Palestiniens ont fait des pas en avant, en prônant une solution pacifique, en proposant un Etat hors d'Israel, alors qu'il existe des Etats et d'autres mouvements défendant des thèses et des actions extrémistes.

Même si Israël se retirait des territoires occupés, le problème palestinien ne serait pas résolu, c'est pourquoi il serait dans l'intérêt d'Israël d'inclure dans la solution à trouver un règlement du problème du peuple palestinien.

M. Arafat reconnaît le courage de la Roumanie d'avoir maintenu ses relations diplomatiques avec Israël, ce qui lui permet d'exprimer une position importante vers la réalisation de la paix au Proche-Orient.

La Suisse aussi a une vocation de paix et est intéressée par les initiatives que la Roumanie pourrait prendre afin d'arriver à des résultats.

M. Arafat ne partage pas le pessimisme exprimé à l'égard de l'administration Begin. Bien que prêt à arriver à une paix juste et durable, il n'a pas fait moins d'efforts que les autres gouvernements israéliens. Il n'est pas l'objet de tellement de critiques de la part de l'opposition, qui l'accuserait plutôt de trop céder. Il lui reste donc une certaine marge de manœuvre.